

MSZP vs. SZDSZ : la rupture



Le président du SZDSZ, János Kóka, a déclaré

lundi 31 mars dans la soirée que son parti quittait la coalition qu'il formait avec le MSZP et qu'il retirait ses ministres du gouvernement. La rupture brusque s'est produite juste après que le premier ministre, Ferenc Gyurcsány, a annoncé qu'il démettrait de sa fonction la ministre de la santé, députée SZDSZ Ágnes Horváth, le 30 avril prochain. Le parti libéral SZDSZ gouvernant en coalition avec le MSZP avait vivement réagi dans un communiqué après la conférence de presse: „le SZDSZ ne peut accepter que Ferenc Gyurcsány décide du licenciement d'une personne qui exécute le programme du gouvernement, sans en discuter avec son partenaire de coalition.”

La presse hongroise, notamment le quotidien Népszabadság, avait déjà évoqué la semaine dernière la possible transformation de la coalition, conséquence probable du référendum du 9 mars qui a eu des effets négatifs pour les deux partis au gouvernement. D'après le président du Comité de la Santé du Parlement, Mihály Kökény, le MSZP tente de modifier la loi sur la réforme de la santé en affirmant que les caisses peuvent fonctionner sans capitaux privés. Le SZDSZ, en revanche, soutient mordicus que les caisses ne peuvent être renflouées qu'avec des investissements privés.

Moins de deux semaines plus tard, la rupture entre le SZDSZ et le MSZP a eu lieu. János Kóka ne pense pas que le parti socialiste puisse organiser des élections anticipées, mais plutôt qu'il gouvernera en minorité. Car dans le cas d'une élection anticipée, le parti socialiste perdrait le pouvoir, et le parti libéral n'aurait aucune chance d'être représenté au Parlement.

Le SZDSZ explique que son départ était inéluctable puisqu'il ne voit pas comment les réformes promises pourraient être réalisées en gouvernant avec le MSZP. Cependant, la rupture rend encore plus difficile l'achèvement des réformes, car dans le cas d'un vote au Parlement, le MSZP dirigeant seul reste en minorité. La fin de la coalition risque d'aboutir à la fin des réformes et de provoquer ainsi une instabilité politique selon l'agence de presse Reuters.

Ainsi, subsiste la question de ce qui va advenir de la réforme de la santé. Le ministre des finances, János Veres, a nommé les directeurs des caisses de la sécurité sociale des 22 départements de Hongrie le 11 mars dernier pour concrétiser la volonté de la coalition d'instaurer un système de multiassurances santé. Cependant, les tâches de ces nouveaux dirigeants n'ont pas encore été définies car le débat sur la réforme se poursuit. En effet, quatre nouvelles questions élaborées par le parti de l'opposition, le Fidesz, ont été entérinées par le Comité National de Vote en vue d'un prochain référendum possible. En revanche, de son côté, la Cour Constitutionnelle n'a pas encore approuvé que l'avis du peuple soit sollicité sur une question aussi délicate que celle de la santé.

(Les deux partis gouvernants discutent des conséquences mardi, après le bouclage du JFB)

J. Z.

•
Catégorie
Agenda Culturel